

2023 : « Confiance », mais dans les luttes pour l'augmentation des salaires et contre la réforme des retraites

4 Janvier 2023, Gustave Roussy



« Confiance et unité » a clamé Macron à la télé, en nous souhaitant... la bonne année ! 2022 a été l'année de la flambée des prix (déjà avant la guerre en Ukraine) ; et, il y a à peine une semaine, nouvelle réforme de l'assurance chômage pour baisser la durée d'indemnisation de 40 % si le taux de chômage officiel ne dépasse pas 6 %. Pendant que Darmanin prépare sa loi contre les travailleurs immigrés. Chômeurs, immigrés, retraites : c'est le monde du travail tout entier qui est dans le viseur.



Un spectre hante les vœux du président

Pourtant, contrairement à 2019, le président a préféré reculer au 10 janvier les annonces de sa Première ministre, Élisabeth Borne. C'est que la grève de 2019-2020 contre la réforme des retraites est encore dans toutes les têtes. Face à la colère, ministres et patrons préfèrent procéder par étapes, en commençant par allonger l'âge minimal de départ à 64 ou 65 ans... Pour sauver les caisses de retraite ? La bonne blague ! Elles étaient excédentaires en 2021 et le sont encore plus en 2022. Déficitaires, elles ne le seraient que plus tard, peut-être de 17 milliards, mais sur un budget de 330 milliards, soit à peu près 5 %... Il y aurait bien une solution simple : augmenter les salaires ne serait-ce que de 5 % ! Cela augmenterait d'autant les cotisations. Alors, avec les 400 euros qui nous seraient nécessaires dès aujourd'hui, plus de problème de « déficit », et pour longtemps ! Et on ferait en plus d'une pierre deux coups !

Souder à la grève pour les salaires la lutte contre la réforme des retraites

Les grèves pour de véritables augmentations de salaire se sont multipliées cette année 2022 : raffineries, industries chimique, pharmaceutique, automobile et chez des dizaines de leurs sous-traitants, dans les transports en commun, etc. Jusqu'à Noël où, à la SNCF, la « trêve des confiseurs » a surtout rimé avec « grève des contrôleurs ». Pas seulement pour des primes qui ne comblent pas le retard des salaires sur les prix et ne comptent pas pour la retraite.

« Confiance et unité » entre nous contre la réforme des retraites

« Au moment des fêtes, la grève d'une partie de la SNCF a inquiété au plus haut sommet de l'État. Car ce ne sont pas les syndicats, mais des collectifs

[...] moins prévisibles qui ont provoqué les annulations des trains. Une méthode qui a rappelé à certains le souvenir des "Gilets jaunes" », expliquait le journal Le Monde. C'est vrai, cette grève a été à l'initiative des contrôleurs eux-mêmes qui se sont dotés d'un collectif national en toute indépendance des directions syndicales. Et, là, les « concessions » tentées par la direction de la SNCF étaient peut-être suffisantes pour certains syndicats, mais pas pour les contrôleurs ! Ils l'ont appris : la lutte dépend des travailleurs eux-mêmes, syndiqués ou non.

Eh bien, les craintes du gouvernement et du patronat nous montrent ce qui pourrait les faire reculer. Commençons par discuter entre nous de ce dont nous avons besoin. Augmentations de salaire, mais aussi embauches parce que ce n'est plus possible. Et indexation des salaires sur les prix pour qu'ils ne reprennent pas d'une main ce qu'ils seraient obligés de donner de l'autre. Et puis nous organiser. Directement entre nous, entraînant les militants syndicaux qui n'ont pas froid aux yeux. Et il y en a. En nous coordonnant entre entreprises en lutte, directement sous notre propre contrôle pour ne pas dépendre des savants calculs de certains syndicats. Ayons confiance dans notre force, et dans l'unité que les luttes peuvent forger entre tous les secteurs publics ou privé. Contre Macron et le patronat qu'il sert, construisons le mouvement d'ensemble qui les fera tous reculer, en prenant appui sur toutes les initiatives de mobilisation de notre camp social dès le mois de janvier. Les voilà, nos vœux pour 2023 !

Si ce bulletin t'a plu, n'hésite pas à le faire circuler et à contacter nos militants !

mail:	npa94.cachan@gmail.com
insta:	npa.cachan
facebook:	npacachan
twitter:	F_Hopital

Prime : plusieurs poids, plusieurs mesures de division à GR

Les AS du service Finistère ont écrit un courrier pour revendiquer la prime touchée par les IDE (3000€). Elles ont bien raison. Qui peut justifier que les IDE sont plus « méritantes » que les AS ? Que les ASH ? Que d'autres salariés ? Personne. Leur but est de nous diviser.

Hausse uniforme de salaires

Avec la hausse des prix généralisée, un coup de pouce pérenne ne serait pas de trop, et pour tout le monde ! Il faut augmenter les salaires de 500 euros ! Une mobilisation générale dans les services permettrait d'obtenir le respect et l'argent que demande ce courrier.

Un ministre de la Santé... catastrophique

Le pôle des urgences du CHR de Metz-Thionville était dirigé pas François Braun jusqu'à ce qu'il devienne ministre. Aujourd'hui, les urgences de l'hôpital de Thionville sont paralysées : 55 infirmiers et aides-soignants sont en arrêt maladie sur 59 ! Les patients sont dirigés sur Metz où des tentes ont été montées pour les accueillir. Fort de ce résultat, Braun continue au ministère de mettre en œuvre la politique qui a asphyxié son ancien hôpital.

L'urgence est d'équilibrer des caisses de retraite... déjà à l'équilibre

Lors de ses vœux, Macron a bien rappelé les catastrophes qui s'abattent sur la société en général et les travailleurs en particulier : épidémie, guerre, bouleversements climatiques, inflation. Qu'aucun de ces problèmes n'ait été réglé par le gouvernement ne l'empêche pas de mettre l'accent sur la réforme des retraites. Quelle est l'urgence de nous faire travailler davantage ? Pour le régime des retraites, aucune, puisque les caisses sont excédentaires : les rentrées des actifs dépassent de 3,2 milliards les dépenses en pensions. Mais le patronat veut nous exploiter plus longtemps. Ici se trouve la priorité de Macron et de son gouvernement.

Écologie : Macron rattrapé par une petite phrase

« Qui aurait pu prédire la crise climatique aux effets spectaculaires encore cet été en France ? », a déclaré Macron lors de sa présentation des vœux à la télévision. Réponse à son interrogation : beaucoup de monde. Non seulement le GIEC a publié de nombreux rapports depuis 1990 à ce propos, mais des scientifiques un groupe ont planché sur le sujet devant Borne et les membres de son gouvernement en leur envoyant en plus nombre d'e-mails. Macron est vraiment très mal informé.

Braquage en plein jour

Le père Noël n'est pas passé dans bien des foyers et l'année 2023 commence dès le premier jour à coûter cher. La prime d'État sur les carburants disparaît, la hausse du prix du gaz est plafonnée à 15 % à partir de janvier, l'électricité s'envolera à partir de février (on parle de doublement ou de triplement selon les fournisseurs), les loyers (+ 3,5 % selon les indications du gouvernement), sans parler des transports. La farine a pris 40 %, le steak haché surgelé 25 %. Et nos salaires ?

Transports franciliens : des hausses de prix record

Au 1er janvier, l'ensemble des tarifs des transports d'Île-de-France va augmenter dans des proportions globalement bien supérieures au taux actuel de l'inflation. Le passe Navigo semaine fait un bond de 31,58 %, le carnet de dix tickets de 13,02 %, le Navigo jour de 12,92 %, le Navigo mensuel de 11,8 % et le ticket simple de 10,53 %. Seule hausse « modérée » : le forfait Image R, réservé aux scolaires et aux étudiants, dont le prix ne progresse « que » de 4,29 %. Ces hausses, voulues par Valérie Pécresse, la présidente LR de la région Île-de-France, ne signifient pas pour autant que les transports vont s'améliorer. En effet, dans une correspondance avec la RATP, rendue publique par Le Canard enchaîné, Pécresse exige des économies, notamment en réduisant la fréquence des trains aux heures de pointe. Encore une fois les usagers des transports sont les dindons de la farce.

Le magot planqué de la SNCF

Alors que se déroulait la grève des contrôleurs, la SNCF a préféré garder profil bas sur ses résultats annuels. Et pour cause. La direction prétendait qu'elle ne pouvait pas financièrement satisfaire les revendications des grévistes alors que l'on apprenait, dès la grève terminée, qu'elle avait engrangé un bénéfice de 2,2 milliards d'euros. Un record 10 % supérieur aux résultats d'avant-Covid. « La direction a tenté de garder ce chiffre secret », a dévoilé au journal Le Parisien un cadre de la SNCF. Quant à ladite direction, elle n'a voulu ni démentir, ni confirmer ce chiffre de deux milliards en affirmant simplement que ses résultats 2022 seraient présentés en février prochain.

À plus dans le bus

Dans les dernières trouvailles gouvernementales : les fonctionnaires sont autorisés à conduire des bus. C'est vrai qu'après une nuit dans un service ou plus de sept heures de travail en équipe du matin, nous n'avons qu'une envie, c'est de nous mettre au volant d'un bus après avoir bu un bon café ! Et si on s'endort, il y aura bien un passager pour nous réveiller... Mais pour réveiller l'intelligence des membres du gouvernement, un café ne suffira pas.